



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP

Chemin de la Loge
CS 54411 cedex 4
31405 Toulouse

Références : 2025/ 616
Code AIOT : 0006802944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement ARIANEGROUP implanté Chemin de la Loge CS 54411 cedex 4 31405 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, ainsi que la prévention du risque inondation. En tout état de cause, il a permis de tester partiellement de manière inopinée le volet mise en sécurité du site du POI dans le cadre d'un risque inondation annoncé comme imminent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP
- Chemin de la Loge CS 54411 cedex 4 31405 Toulouse
- Code AIOT : 0006802944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ArianeGroup (ex Airbus Safran Launchers, ex Herakles) exploite une usine de fabrication de produits pour le secteur spatial et la chimie fine, située sur l'île du Ramier à Toulouse.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- AR - 14
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	2 mois
9	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	2 mois
10	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois
11	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
6	Contenu POI : description des	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mesures à prendre		
7	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI Inondation inopiné a permis de tester l'organisation et la gestion de crise relative à une situation d'inondation imminente susceptible d'atteindre une hauteur de 4,50 m avec une vitesse maximale de montée des eaux à 0,5 m/h et une pré-alerte déclenchée dès 1,80 m.

L'exploitant dispose d'une procédure de gestion de crise inondation, formalisée en succession d'actions, organisée autour des côtes d'alerte prévisionnelles issues de VIGICRUE. Chacun des ateliers de fabrication, du magasin de stockage, des utilités disposent de leurs propres check-lists de mise en sécurité. L'ensemble de ces documents s'appuient notamment sur une analyse du risque inondation dont la mise à jour date du 01/12/25.

L'inspection des installations classées a pu constater la mise en repli simulée d'un des 4 ateliers de fabrication, en exploitation le jour de la visite (les autres étant à l'arrêt ou en phase de transition) et la mise en sécurité d'un des magasins de stockage au dessus de la côte des plus hautes eaux connues. Au vu de constats, le délai de mise en sécurité du site annoncé et prévu en moins de 3 heures à raison d'une vitesse de montée des eaux maximale de de 0,5 m/h apparaît cohérent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'exploitant a transmis, le 25 juin 2025, le plan d'opération interne (POI) V5 du 06 juin 2025 qui intègre le risque inondation. L'exploitant précise, qu'à la suite du retour d'expérience des différents exercices, une mise à jour de ce plan est en cours de réalisation et que celui-ci sera transmis à l'inspection des installations classées début 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Constats :

L'exploitant indique que plusieurs exercices ont lieu chaque année. Les inspecteurs ont effectivement pu examiner le tableau de programmation affiché dans le PC de crise exploitant (en moyenne, un exercice thématique est réalisé chaque semaine). Certains de ces exercices sont réalisés en étroite collaboration avec le SDIS. C'est ainsi que 5 exercices cadre POI ont été effectués dans les locaux du SDIS à Colomiers le 29 août 2025, le 05, le 19 et le 26 septembre 2025 ainsi que le 3 octobre 2025.

Concernant spécifiquement le risque inondation, un exercice est réalisé annuellement pour chaque atelier (magasins compris). En janvier 2025, des exercices POI ont ainsi concerné les ateliers perchlorate d'ammonium, F1 et MMH. Un exercice POI inondation a également été réalisé le 29 janvier 2025 dans les magasins de stockage, dont le compte rendu a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel le 19 décembre 2025.

Enfin, à l'occasion de chaque arrêt d'un atelier entre deux campagnes, celui-ci est mis systématiquement en sécurité inondation préventivement par mise en œuvre de la check-list correspondante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

L'exploitant indique que la formation concerne l'ensemble des acteurs du POI. Le jour de l'inspection, 5 personnes sont formées au rôle de directeur des opérations internes (DOI), 8 chefs de quart et 5 permanences. L'exploitant précise que ces formations sont tracées via l'outil "Elio" et présente un listing identifiant le personnel formé dont le responsable et le directeur de l'établissement de Toulouse. Il est noté que la dernière formation a eu lieu le 05 juin 2025.

<p>S'agissant du risque inondation, 10 équipiers de seconde intervention (ESI) ont été formés au risque inondation. De plus, un programme de sensibilisation, destiné aux entreprises externes, a été mis en place pour rappeler les règles de consignation en cas de crue. A la demande de l'inspection des installations classées, une fiche d'émargement du personnel ACTEMIUM a été transmise par courriel du 19 décembre 2025.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que le planning d'astreinte est établi annuellement. Il présente celui de 2025 et précise que celui de 2026 a déjà été élaboré.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué dans le constat N° 1, le risque inondation est encadré par la fiche L.2.3 du POI dénommée «Formulaire de prise en compte Inondation». Cette procédure de gestion de crise, référencée T-ITSSE-413_FO-01, liste des actions à mener sur site et les acteurs associés, et ce, en fonction des seuils de pré-alerte et de 3 seuils d'alerte prévisionnels. Ces seuils, basés sur une hauteur d'eau au Pont-Neuf, se présentent comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Seuil de pré-alerte à 1,80 m 2. Seuil d'alerte 1 (3 m < H < 4,10 m) relatif à la sécurisation des bâtiments et des abords 3. Seuil d'alerte 2 (4,10 m < H < 4,60 m) relatif à la mise en stand by des fabrications 4. Seuil d'alerte 3 (H < 4,60 m) relatif à la sécurisation des ateliers, évacuation et fermeture du site <p>Cette procédure annexée au POI, datée du 06 juin 2025, a été mise à jour le 31 octobre 2025. Selon l'exploitant cette mise à jour répond à une démarche d'amélioration.</p> <p>Le jour de l'inspection, un exercice POI inopiné a été réalisé, simulant une inondation atteignant une hauteur de 4 m avec une vitesse maximale de montée des eaux à 0,5 m/h et une pré-alerte déclenchée dès 1,80 m.</p> <p>Dans le cadre de l'analyse du risque inondation, Version A du 11 décembre 2025, le délai de mise en sécurité du site est inférieur à 3h pour une vitesse de montée des eaux à 0,5 m/h.</p> <p>Le chef de quart déclenche le POI et une alerte a été transmise via (1) une centrale d'appel, dénommée «BIP 100», et (2) un réseau interne radio alertant le DOI, la permanence d'ArianeGroup, l'équipe mécanique/instrumentation et la fabrication.</p> <p>Chacun des ateliers et magasins disposent d'une check-list détaillant les actions à réaliser. Par</p>

<p>sondage, il a été vérifié, la mise en repli de l'atelier de perchlorate d'ammonium (Check-list référencée T-ITSSE-314 FO-5) et la mise en sécurité des bâtiments de stockage (T-ITSSE-314FO-2). Ces check-lists se déroulent simultanément.</p> <p>L'ensemble de ces documents s'appuient notamment sur une analyse du risque inondation référencée 051/25/AGS/LLIS/CI/DR dont la mise à jour du 01/12/25 a été transmise à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination</p>
<p>Constats :</p> <p>Le schéma d'alerte est synthétisé dans le POI où il est mentionné que seul le DOI, le Directeur d'établissement, la permanence Direction ou le chef de quart sont habilités à déclencher le POI. En heures ouvrées, il est signalé que la permanence reçoit l'alerte. En revanche, la procédure ne mentionne pas cette situation en heures non ouvrées. L'exploitant indique que 4 personnes sont sur site, durant la nuit et en week-end. Ces derniers vont alerter le personnel en astreinte dont l'arrivée sur site est estimée à 20 minutes.</p> <p>Les moyens d'interventions sont détaillés dans le POI et affectés à chacune des fonctions du POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit élaborer une procédure d'alerte astreinte en situation d'heures non ouvrées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme évoqué dans le constat N° 4, l'exploitant dispose d'une procédure enchainant les actions</p>

<p>à mettre en œuvre pour mettre en repli les ateliers de fabrication et mettre en sécurité les stockages et les utilités. Cette procédure indique également la fonction associée à chacune des actions.</p> <p>Dans le POI, chacune des fonctions POI dispose de moyens de communication et de moyens opérationnels. De plus, il est indiqué dans l'analyse du risque Inondation, Version B du 01 décembre 2025, les moyens mis en œuvre. A titre d'exemple, 5 chariots élévateurs sont présents sur site pour placer les fûts au-dessus de la côte des plus hautes eaux connues (PHEC).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche "Alertes", intégrée au POI, mentionne une alarme et des moyens de communication comme évoqué dans le constat N° 4.</p> <p>Dans la procédure inondation, dès la pré-alerte, les entreprises extérieures se trouvant sur le site sont alertées par le DOI ainsi que les intervenants journaliers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contenu POI : formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes</p>
<p>Constats :</p> <p>Le personnel est formé comme évoqué dans le constat N° 3.</p> <p>De plus en situation d'inondation, le personnel logistique est habilité et formé à conduire les engins de levage. En heures non ouvrées, les personnes d'astreinte sont habilitées et formées à conduire les engins de levage pour mettre en sécurité le magasin de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks des matières est disponible dans le logiciel de gestion des stocks, via le logiciel SAP, référencée dans le POI. Le mode opératoire pour obtenir les stocks est disponible en salle POI.</p> <p>L'état des stocks tel qu'édité le jour de l'inspection ne faisait pas référence aux produits et substances incompatibles à l'eau ou à mettre hors d'eau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mentionner dans l'état des stocks, l'incompatibilité de chaque substance avec l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : État des stocks détaillé

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>

<p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks est disponible en salle POI et est référencée dans le POI. Cet état des stocks n'inclut pas les déchets. L'exploitant précise qu'il travaille sur l'amélioration du reporting.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Élaborer et transmettre à l'inspection des installations classées un état des stocks incluant les déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : État des stocks synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>S'agissant de l'état des stocks vulgarisé, l'exploitant indique qu'un travail d'amélioration du lien entre "Cognos" et "SAP" est en cours de réalisation, et ce, pour permettre d'extraire les données par famille, compréhensible par la population.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Élaborer et transmettre à l'inspection des installations classées, un état des stocks simplifié à destination de la population en situation de crise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>